

**COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR**  
**DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES**

**N° 23/07/2.5**

**SEANCE DU 31 JUILLET 2023**

**L'AN DEUX MILLE VINGT TROIS ET LE TRENTE ET UN JUILLET à 18 HEURES**

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	26	7	0

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

**PRESENTS :**

Robert BENEVENTI, Christine DEL NERO, Michel THUILLIER, Nicole BERNARDINI, Dominique RIGHI, Laetitia QUILICI, Michel OLLAGNIER, Carine GINZAC, Delphine GROSSO, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Nadine ALESSI, Jean-Louis PIERACCINI, Robert ARPINO, Antoine VACCARO, Patrick APARICIO, Thierry AKSOUL, Philippe CASTILLO, Valérie MASSENET, Katell LE BLEIZ, Hélène CAREN, Julien ROCCHIA, Benoît ADET, Anaïs HATRET, Christian BERCOVICI, Catherine MAGADDINO.

**REPRESENTEES :**

Didier MARTINA-FIESCHI (représenté par Robert BENEVENTI), Florence GARRONE (représentée par Christine DEL NERO), Nathalie PESCHARD-LAUZIERE (représentée par Michel THUILLIER), Patrick JOLI (représenté par Delphine GROSSO), Stanislas ROQUEBERT (représenté par Nicole BERNARDINI), Ombeline LOMPRES (représentée par Dominique RIGUI), Claudie CARTEREAU-ZUNINO (représentée par Christian BERCOVICI).

**Secrétaire de séance** : Anaïs HATRET

**OBJET : Elaboration du règlement Local de Publicité Intercommunal (RLPI) métropolitain - Débat sans vote sur les orientations générales**

Monsieur le Maire informe l'assemblée que l'article L158-14 du Code de l'Environnement prévoit que l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) est compétent en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) ainsi que pour le Règlement Local de Publicité (RLP).

Le Conseil Métropolitain a, par délibération du 15 décembre 2020, prescrit l'élaboration du RLPI, arrêté les modalités de collaboration entre la Métropole et ses communes membres, les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation.

Monsieur le Maire rappelle que le Règlement Local de Publicité Intercommunal (RLPI) est conçu comme un véritable outil d'aménagement, participant au renforcement de l'attractivité du Territoire, à son dynamisme et à la préservation du cadre de vie de ses habitants. Il régit les conditions d'implantation des dispositifs publicitaires et des enseignes.

Le RLPI ne comporte pas de Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) comme les PLU, mais l'article R581-73 du Code de l'environnement énonce que le rapport de présentation du RLP « s'appuie sur un diagnostic, définit les orientations et objectifs de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale en matière de publicité extérieure, notamment de densité et d'harmonisation, et explique les choix retenus ».

au regard de ces orientations et objectifs ». Autrement dit, il fait référence à des orientations et objectifs en matière de publicité extérieure.

Conformément aux dispositions de l'article L 581-14-1 du code de l'environnement, le RLP métropolitain est élaboré selon les règles fixées pour l'élaboration du plan local d'urbanisme (PLU) et annexé à ce dernier.

Par analogie avec la procédure d'élaboration du PLU, un débat sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables (PADD) doit être organisé au sein de l'organe délibérant de la Métropole et des communes.

Il a été procédé à un débat sur les orientations du projet de RLP lors de la séance du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2020, à savoir :

- Réglementer les publicités, les enseignes et les pré-enseignes dans un but de protection du cadre de vie et des paysages ;
- Assurer un traitement cohérent de la question de la publicité extérieure à l'échelle du Territoire de la Métropole TPM ;
- Mettre en valeur le patrimoine et les paysages urbains, naturels par la limitation de l'impact des dispositifs de publicité ;
- Améliorer l'image et l'attractivité du territoire en encadrant l'affichage publicité ;
- Revoir le contenu des zones réglementées en fonction de la réglementation nationale à la suite de la réforme introduite par la loi Grenelle II et ses évolutions ultérieures ;
- Réinterroger les zones de publicité autorisée instituées par certains RLP communaux au regard de l'évolution des communes concernées et des nouveaux choix.

En application des dispositions combinées des articles L 581-14-1 du code de l'environnement et L 153-12 du code de l'urbanisme, les orientations du RLP doivent également être soumises à un débat au sein des conseils Municipaux.

La présente délibération a donc pour objet de débattre, sans vote, sur les orientations générales du futur RLP métropolitain.

L'ASSEMBLEE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L151-1 et suivants ainsi que les articles L153-1 et suivants,

VU le Code de l'Environnement et notamment ses articles L581-14 et suivants ainsi que R581-72 et suivants,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°20/12/800 du Conseil Métropolitain en du 15 décembre 2020 prescrivant l'élaboration du RLPI arrêtant les modalités de collaboration entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée et ses communes membres, les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation,

VU les orientations du projet de RLPI, ci-joint,

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,  
APRES DELIBERE,

PREND ACTE de la présentation et de la tenue du débat en séance sur les orientations générales du RLPI.

**LE MAIRE**  
**Robert BENEVENTI**



**Le ou la secrétaire**  
**de séance**